

Règlement d'usage et d'occupation des espaces verts et aires de jeux gérés par la Ville de Bruxelles.

Le Conseil communal de la Ville de Bruxelles,

Vu la Directive européenne « Habitats » (92/43/UE) relative à la protection des habitats naturels ;

Vu l'Ordonnance du 1^{er} mars 2012 relative à la conservation de la nature ;

Vu l'Ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 novembre 2002 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage ;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire (CoBAT) ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 novembre 2008 déterminant les actes et travaux dispensés de permis d'urbanisme, de l'avis du fonctionnaire délégué, de la commune, de la commission royale des Monuments et des Sites, de la commission de concertation ainsi que des mesures particulières de publicité ou de l'intervention d'un architecte ;

Vu la Nouvelle loi communale codifiée par l'arrêté royal du 24 juin 1988 ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales ;

Vu le Règlement Général de Police de la Ville de Bruxelles et de la Commune d'Ixelles ;

Vu le Règlement taxe sur les incivilités en matière de Propreté Publique ;

Considérant le "Vade-mecum événements publics" relatif au placement d'installations événementielles sur l'espace public édité par le Gouvernement Régional en 2013;

Considérant le Cahier général des charges relatif à l'occupation temporaire d'un parc, d'un espace vert ou d'une aire de jeux gérés par la Ville de Bruxelles appliqué par le Collège (version décembre 2014);

Considérant que les parcs, espaces verts et aires de jeux gérés par la Ville de Bruxelles sont en première instance des lieux de promenade, de détente et de découverte de la nature et du patrimoine historique dans lesquels la faune et la flore doivent être protégées et l'environnement respecté;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Arrête :

Règlement d'usage et règlement d'occupation des espaces verts et aires de jeux gérés par la Ville de Bruxelles.

Ces espaces sont des lieux de promenade, de détente et de découverte de la nature et du patrimoine historique dans lesquels la faune et la flore doivent être protégées et l'environnement respecté.

Le présent règlement organise et réglemente leur usage et leur occupation.

CHAPITRE I – DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1 – Domaine d'application

Conformément à l'article 91 du Règlement Général de Police de la Ville de Bruxelles et la Commune d'Ixelles (RGP),

Au sens du présent règlement, par espaces verts, il faut entendre les squares, parcs, jardins publics et, d'une manière générale, toutes portions de l'espace public situées hors voirie, ouvertes à la circulation des personnes et affectées, en ordre principal, à la promenade ou à la détente.

Conformément à l'article 92 du RGP,

Le présent règlement est applicable à tout usager des espaces verts.

CHAPITRE II – USAGES

ARTICLE 2 – Conditions et horaires d'ouverture

§1^{er}. En application de l'article 93 du RGP,

Sauf dispositions contraires affichées aux entrées principales, les heures d'accessibilité des espaces verts et aires de jeux sont :

du 1er avril au 30 septembre : 6 heures à 22 heures ; du 1er octobre au 31 mars : 7 heures à 21 heures.
--

§2. L'autorité qui en a la gestion peut en ordonner la fermeture en cas de nécessité.

Par exemple, en cas de circonstances exceptionnelles, notamment météorologiques, ou pour tout motif d'intérêt général, en particulier pour des raisons de sécurité.

§3. Conformément à l'article 94 du RGP,

Sauf autorisation délivrée par l'autorité qui en a la gestion, nul ne peut pénétrer à l'intérieur des espaces verts en dehors des heures d'ouverture ou en cas de fermeture visée au paragraphe précédent.

§4. Conformément à l'article 104 du RGP,

Il est interdit de souiller la glace qui s'est formée sur les pièces d'eau des espaces verts en y jetant ou y versant tout objet, toute substance quelconque ou tout animal.

Il est interdit de se baigner dans les pièces d'eau des espaces verts ainsi que d'y laver ou tremper quoi que ce soit.

§5. Conformément à l'article 88 du RGP,

Il est défendu de descendre sur la glace des canaux, bassins, des étangs et cours d'eau, sauf autorisation.

En outre,

§6. Les locaux et zones de service ainsi que les secteurs de travaux ne sont pas accessibles au public.

ARTICLE 3 – Conditions de circulation et de stationnement

La circulation piétonne est prioritaire en tout lieu.

§1^{er}. Conformément à l'article 96 du RGP,

Sauf autorisation délivrée par l'autorité qui en a la gestion, aucun véhicule à moteur ne peut circuler dans les espaces verts.

§2. Conformément à l'article 97 du RGP,

Sauf aux endroits spécifiquement destinés à cet effet (par un aménagement adéquat et renseigné par un pictogramme) ou autorisation délivrée par l'autorité qui a la gestion des lieux, les véhicules non motorisés, les cyclistes, les trottinettes, les planches à roulettes et les patins à roulettes sont interdits dans les espaces verts à l'exception des voitures d'enfants et de personnes moins valides ainsi que les cycles, trottinettes, planches à roulettes et patins à roulettes conduits et utilisés par des enfants de moins de 12 ans et dans la mesure où leur conduite ne met pas en danger la sécurité des autres usagers.

Lorsque la circulation de ces véhicules non motorisés et engins mentionnés supra est autorisée, ils doivent circuler à vitesse modérée en tenant leur droite et en laissant toujours la priorité aux usagers les plus faibles.

Les usagers desdits véhicules non motorisés et engins sont tenus de mettre pied à terre ou de cesser l'usage de leur engin dans les cas où la densité des piétons serait de nature à provoquer une pratique dangereuse du vélo ainsi qu'à la première réquisition de l'agent habilité ou de l'agent ou du fonctionnaire de police.

Les catégories de véhicules et d'usagers ayant accès à tout ou partie de l'espace vert sont indiquées à l'entrée de celui-ci et éventuellement à d'autres endroits à l'aide de pictogrammes.

En outre,

§3. La vitesse de circulation des véhicules motorisés dûment autorisés est limitée à 5 km/heure dans les enceintes des espaces verts et aires de jeux.

§4. Les restrictions à la circulation et au stationnement des véhicules motorisés ne s'appliquent pas aux fauteuils motorisés des personnes à mobilité réduite, aux véhicules de secours, de surveillance et d'entretien.

§5. La circulation des véhicules de livraison des concessionnaires ou des organisateurs d'événements peut faire l'objet de règles particulières édictées par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

§6. Les entrées des espaces verts et aires de jeux doivent rester dégagées en permanence.

ARTICLE 4 – Comportement, usages et activités du public

§1^{er}. Conformément à l'article 95 du RGP,

Sauf autorisation délivrée par l'autorité qui en a la gestion, nul ne peut, dans les espaces verts, se livrer à des jeux qui pourraient gêner les usagers ou perturber la quiétude des lieux ou la tranquillité des visiteurs.

§2. Conformément à l'article 106, §1^{er} du RGP,

L'accès et la fréquentation des espaces verts sont interdits aux personnes se trouvant sous l'influence d'une substance psychotrope quelconque ainsi qu'aux personnes qui adoptent un comportement indécent ou inapproprié.

§3. Conformément à l'article 98 du RGP,

Sauf autorisation délivrée par l'autorité qui a la gestion des lieux, il est interdit de **faire du feu** dans les espaces verts, exceptés les endroits spécifiquement prévus à cet effet.

§4. Conformément à l'article 101 du RGP,

Nonobstant la détention d'un permis de pêche, et sauf autorisation de l'autorité chargée de la gestion des lieux ou signalétique spécifique, il est interdit de **pêcher** dans les plans d'eau.

§5. Conformément à l'article 102 du RGP,

Sauf autorisation délivrée par l'autorité qui a la gestion des lieux, il est interdit, dans les espaces verts, de **camper** sous tente ou dans un véhicule.

§6. Conformément à l'article 103 du RGP,

Sauf autorisation délivrée par l'autorité qui a la gestion des lieux, il est interdit d'utiliser les emplacements réservés à des jeux ou sports bien déterminés pour d'autres jeux ou sports ou à d'autres fins.

§7. Conformément à l'article 105 du RGP,

Il est interdit d'enlever les bourgeons et fleurs ou plantes quelconques.

Il est interdit de mutiler, secouer ou écorcer les arbres, d'arracher ou de couper les branches, les fleurs ou toute autre plante, d'arracher les pieux et autres objets servant à la conservation des plantations, de dégrader les chemins et allées, de s'introduire dans les massifs et les tapis végétaux, de les détruire ou de les endommager et de grimper aux arbres.

Conformément à l'article 49 du RGP,

Il est interdit d'enlever des gazons, fleurs, arbres, arbustes, bois de chauffe, terres, pierres ou matériaux dans les lieux appartenant au domaine public de l'autorité compétente sans y être dûment autorisé.

Il est par ailleurs interdit de répandre toute forme quelconque de pesticide sur l'espace public.

§8. Conformément à l'article 106, §2, 3 et 4 du RGP,

L'accès aux pelouses est autorisé, sauf lorsque des panneaux spécifiques l'interdisent aux personnes ou animaux, selon le cas.

Des panneaux peuvent également limiter les activités autorisées sur les pelouses. Les usagers de ces pelouses sont alors tenus de se conformer à ces panneaux.

Aux endroits où le tir à l'arc ou d'autres sports ou jeux sont autorisés, les organisateurs et les participants seront tenus de prendre toutes les mesures pour garantir la sécurité des pratiquants, des spectateurs et des passants et ne pas troubler la tranquillité des autres usagers de l'espace vert.

L'accès aux pelouses se fait sous la seule responsabilité des usagers.

ARTICLE 5 – Vente, distribution et publicité

§1^{er}. Conformément à l'article 10, §1^{er} du RGP,

La distribution et/ou la vente, notamment, de tracts, imprimés, échantillons publicitaires, écrits, gravures, photos ou dessins sur l'espace public est soumise à une autorisation préalable de l'autorité compétente quand cette distribution ou mise en vente en certains lieux ou à certains moments risque d'entraver la circulation, de troubler l'ordre public, de porter préjudice à la propreté des voiries et même provoquer des embouteillages.

§2. Conformément à l'article 99 du RGP,

Il est interdit, dans les espaces verts, d'apposer des panneaux ou affiches publicitaires ou d'utiliser tout autre moyen de publicité commerciale sans autorisation de l'autorité qui a la gestion des lieux.

ARTICLE 6 - Activités et aires de loisirs

Conformément à l'article 89 du RGP,

Les équipements d'aires de jeux mis à la disposition du public dans les aires ou terrains de jeu communaux, permanents ou provisoires, doivent être utilisés de manière telle que la sécurité et la tranquillité publiques ne soient pas compromises.

Les enfants de moins de sept ans doivent obligatoirement être accompagnés d'un de leurs parents ou de la personne à la surveillance de qui ils ont été confiés.

L'autorité compétente n'est pas responsable des accidents survenus sur une aire de jeux communale qui résulteraient d'une utilisation imprudente ou non conforme à l'usage pour lequel les équipements d'aires de jeux sont destinés, de même que lors de toute utilisation par des personnes n'ayant pas l'âge requis ou par des enfants laissés sans surveillance adéquate.

ARTICLE 7 – Propreté

§1^{er}. *Conformément aux articles 7, 8 et 9 du RGP,*

Il est interdit d'uriner, de déféquer ou de cracher sur l'espace public ou dans un lieu accessible au public, ailleurs que dans les lieux destinés à cet effet.

Sauf autorisation préalable de l'autorité compétente, il est interdit de tracer tout signe ou d'effectuer toute inscription au moyen de quelque produit que ce soit sur l'espace public.

Il est interdit de jeter sur une personne un objet quelconque susceptible de l'incommoder ou la souiller.

§2. *Conformément à l'article 104 du RGP,*

Il est interdit de souiller de quelque manière, que ce soit de son fait ou du fait des personnes, animaux ou choses dont on a la garde ou la maîtrise, les espaces verts.

ARTICLE 8 – Animaux

§1^{er}. *Conformément à l'article 100 du RGP,*

Il est interdit d'introduire tout animal quelconque dans les aires réservées aux enfants ou aux jeux.

Sauf autorisation de l'autorité qui a la gestion des lieux, il est interdit d'introduire dans les espaces verts des animaux dangereux ou des

objets encombrants.

Il est interdit d'abandonner, de déposer ou de jeter sur les espaces verts toute matière quelconque destinée à la nourriture des animaux errants ou des pigeons, à l'exception des aliments destinés aux oiseaux en temps de gel.

§2. *Conformément à l'article 108 du RGP,*

Les propriétaires d'animaux ou les personnes qui en ont la garde, même occasionnellement, ont l'obligation de veiller à ce que ces animaux :

- n'incommodent pas le public de quelque manière que ce soit ;
- n'endommagent pas les plantations, fleurs, arbres, arbustes, bois de chauffe ou autres objets se trouvant sur l'espace public

§3. *Conformément à l'article 113 du RGP,*

Les personnes qui ont la garde d'animaux doivent disposer d'au moins un sac destiné au ramassage de leurs déjections. Ce sac doit pouvoir être présenté dès la première réquisition d'un agent compétent.

Les personnes qui accompagnent un animal sont tenues de faire disparaître les excréments déféqués par celui-ci sur l'espace public, en ce compris les squares, les parcs, les espaces verts des avenues et les jardins publics, mais à l'exception des endroits spécialement prévus et aménagés à cet effet.

§4. *Conformément à l'article 117 du RGP,*

Sauf réglementation ou signalisation particulière, les animaux doivent être maintenus par tout moyen, et au minimum par une laisse courte, à tout endroit de l'espace public, en ce compris dans les galeries et passages établis sur assiette privée, accessibles au public.

En outre,

§5. La circulation des chevaux s'effectue uniquement sur les pistes cavalières et dans les espaces aménagés à cet effet et signalés comme tels au moyen de panneaux placés à leurs entrées.

CHAPITRE III – OCCUPATION

§1^{er}. Les installations temporaires à caractère événementiel, social, culturel ou récréatif sont soumises à l'autorisation préalable du Collège des Bourgmestre et Echevins et, sauf cas de

dispense, à l'obtention préalable d'un permis d'urbanisme.

Le « Vade-mecum événements publics » édité par Bruxelles Développement urbain constitue l'annexe I du présent Règlement.

§2. Conformément à l'article 2 du RGP,

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de l'autorité compétente.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues, retirées ou non renouvelées par l'autorité compétente lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement ou ne respecte pas les prescriptions de l'acte d'autorisation.

Dans les cas de suspension, de retrait ou de non-renouvellement d'autorisations visés au présent article, le bénéficiaire ne pourra prétendre à indemnité.

Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'objet de celui-ci ne puisse nuire à autrui ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

La Commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

Lorsque l'acte d'autorisation a pour objet :

- une activité ou un événement dans un lieu accessible au public, il doit se trouver à l'endroit en question ;
- une activité sur l'espace public ou une occupation de celui-ci, le bénéficiaire doit en être porteur quand l'activité ou l'occupation est en cours.

Dans les deux cas, il doit être exhibé à toute réquisition de la police, des agents communaux désignés à cette fin par le Conseil communal et des agents de gardiennage désignés à cette fin par l'autorité compétente.

§3. Conformément à l'article 58 du RGP,

Sauf autorisation de l'autorité compétente, et sans préjudice des dispositions légales et réglementaires en matière d'urbanisme, toute occupation privative de l'espace public au niveau, au-dessus ou au-dessous du sol, notamment par tout objet quelconque fixé, accroché, suspendu, déposé ou abandonné, y compris en embarrassant l'espace public avec des matériaux, des échafaudages ou d'autres objets quelconques, est interdite.

ARTICLE 9 – Occupation de longue durée

Les bâtiments et équipements concédés ainsi que les différentes installations autorisées obéissent à des règles propres qui sont définies par les titres autorisant leur occupation.

ARTICLE 10 – Animations et occupations temporaires

§1^{er}. Conformément à l'article 33 du RGP,

Sauf autorisation, sont interdits sur l'espace public :

1. les représentations et/ou auditions vocales, instrumentales ou musicales ;
2. l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores ;
3. les parades et musiques foraines ;
4. toute autre représentation ou activité d'ordre artistique, divinatoire ou ésotérique.

[...]

Il est interdit d'utiliser sur l'espace public un laser portatif ainsi que tout autre objet pouvant provoquer tout éblouissement de quelque nature que ce soit.

En cas d'infraction au présent article, les fonctionnaires de police ou les agents de police pourront donner injonction au contrevenant de quitter les lieux. En cas de refus de se conformer immédiatement à l'injonction, tous les objets servant de support à la représentation ou à l'activité pourront être saisis par mesure administrative.

En outre,

§2. Les **fêtes à caractère strictement privé** telles que les mariages ou autres célébrations familiales n'auront lieu que dans l'enceinte des concessions dûment autorisées et non dans les

parties publiques des parcs, des espaces verts ou des aires de jeux.

§3. Les espaces verts sont des sites fragiles qu'il convient de protéger et de respecter aussi, les animations ne peuvent y être autorisées qu'en nombre limité, dans le respect de certaines conditions et selon une périodicité permettant de préserver la faune et la flore, de protéger la biodiversité, d'assurer la tranquillité des usagers et des riverains et de respecter le travail quotidien des agents.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut à cette fin édicter des **calendriers d'occupations** pour les sites les plus sollicités. Ces calendriers fixent les dates où l'organisation d'événement est interdite.

§4. Par « **occupation temporaire** », il faut entendre toute activité ou installation d'infrastructures s'appropriant tout ou partie d'un espace vert ou d'une aire de jeu rendant l'espace occupé inaccessible aux usagers habituels du lieu pour une période déterminée.

Il est établi que toute occupation temporaire d'un espace vert ou aire de jeux, y compris les tournages de film ou prises de vue, est subordonnée à la délivrance préalable d'une autorisation écrite par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

§5. Conformément au **cahier général des charges**, le Collège des Bourgmestre et Echevins établit des règles techniques, environnementales et de propreté fixant les conditions d'occupation des manifestations autorisées.

Ce cahier des charges constitue l'annexe II du présent règlement. Il peut être complété ou modifié à tout moment par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Certaines autorisations d'occupation temporaire ou certains sites peuvent faire l'objet de prescriptions particulières établies par le Collège des Bourgmestre et Echevins qui précisent et complètent les conditions d'occupation en fonction de la nature et de la durée de l'événement.

§6. Un **état des lieux** contradictoire est établi à l'initiative et aux frais des titulaires des autorisations préalablement à toute occupation, et

après libération totale du site, les éventuels frais de remise en état sont à la charge de ces derniers.

En l'absence d'état des lieux d'entrée préalable, le site est réputé avoir été remis aux titulaires des autorisations en bon état.

ARTICLE 11 – Redevance

§1^{er}. Toute occupation temporaire d'un espace vert ou d'une aire de jeux et tout tournage ou prise de vue à y réaliser, dûment autorisés par le Collège des Bourgmestre et Echevins, sont soumis au paiement d'une redevance dont le montant forfaitaire est fixé en fonction du lieu de l'événement.

Le taux (non indexé) plein de la redevance d'occupation des parcs, espaces verts et aires de jeux est fixé comme suit :

Parc de Bruxelles	5.500 €
Boulevard du Centenaire	5.000 €
Bois de la Cambre	
Parc Léopold	
Parc d'Osseghem	
Parc d'Egmont	
Parc Meudon	
Square Ambiorix	
Square Marie-Louise	
Square Frère Orban	3.500 €
Square de Meeûs	
Square Jean Jacobs	
Square Prince Léopold	
Jardin de la Vallée du Maelbeek	3.000 €
Parc Maximilien	
Square Clémentine	
Parc Fontainas	2.500 €
Quai au Foin	
Place Alexandre Pouchkine	
Square Jean Palfyn	
Square Marguerite	2.000 €
Parc du Verregat	
Square des Blindés	

Autres espaces verts	1.500 €
----------------------	---------

§2. Une redevance forfaitaire de 900 EUR par jour est établie pour les **tournages de films et prises de vue à des fins commerciales** dans les espaces verts et aires de jeux .

§3. **Exonération** : sur avis du Comité de gestion de la Ville de Bruxelles et sur décision du Collège des Bourgmestre et Echevins, les organisateurs suivants peuvent être exonérés du paiement de la redevance d'occupation des parcs, des espaces verts et des aires des jeux :

- les personnes de droit public, sauf celles pratiquant des opérations publicitaires, lucratives ou commerciales ;
- les établissements de cultes et d'enseignement, les hôpitaux et les cliniques ainsi que les œuvres de bienfaisance et de charité ;
- les associations de jeunesse, les organisations ou associations sans but lucratif à vocation philanthropique, philosophique, sociale, didactique, culturelle, sportive.

ARTICLE 12 – Garantie

§1^{er}. Indépendamment du paiement de la redevance, toute occupation temporaire d'un parc, d'un espace vert ou d'une aire de jeux et tout tournage ou toute prise de vue à y réaliser, requièrent la mise en garantie préalable d'une somme d'argent dont le montant minimum est fixé en fonction du lieu de l'événement et de l'incidence potentielle sur l'environnement.

Montant minimum de la garantie	
Bois de la Cambre	2000 €
Boulevard du Centenaire	
't Oogenblik ;	
Jardins de la Vallée du Maelbeek	
Parc d'Egmont	
Parc de Bruxelles	
Parc Léopold	
Parc Meudon	

Place Pouchkine.	
Square Ambiorix ;	
Square Clémentine ;	
Square de Meeûs ;	
Square Frère Orban ;	
Square Marie-Louise ;	
Square Prince Léopold ;	1500 €
Parc d'Osseghem	
Parc du Verregat.	
Parc Fontainas ;	
Parc Maximilien ;	Montant minimum de 800 €
Square Palfijn ;	
Autres parcs, espaces verts et aires de jeux	

§2. Les occupations ne nécessitant ni montage d'infrastructures ni utilisation d'un véhicule motorisé seront assorties d'une garantie minimum de 150 EUR.

§3. Le Collège des Bourgmestre et Echevins peut adapter le montant de la garantie au vu de la nature, de l'ampleur et de la durée de l'événement ou de la manifestation.

§4. La garantie sera restituée aux organisateurs après le déroulement de la manifestation pour autant que toutes les obligations résultant du Cahier général des charges d'occupation et notamment celles imposées en matière de propreté des lieux et de remise du site en son pristin état, et de réparation des éventuels dommages causés à celui-ci aient été remplies.

§5. Les frais éventuels supportés par la Ville de Bruxelles du fait de l'occupation temporaire seront déduits de la garantie avant sa restitution.

ARTICLE 13 – Recouvrement

La redevance et la garantie pour l'occupation temporaire de parcs, d'espaces verts et d'aires de jeux est payable soit en espèces à la Caisse Communale au plus tard cinq jours ouvrables avant occupation des lieux, soit par virement sur le compte bancaire du Receveur de la Ville au

minimum dix jours de calendrier avant la manifestation.

La preuve du paiement doit obligatoirement être produite à la *Cellule Espaces Verts, Quai des Usines 97 à 1000 Bruxelles*, au plus tard cinq jours ouvrables avant occupation des lieux.

A défaut de paiement, le recouvrement des droits sera effectué par la voie civile légale.

La Ville se réserve le droit de reporter ou d'annuler une occupation temporaire si la preuve du paiement de la redevance et/ou du cautionnement n'a pas été exécutée dans les délais impartis.

ARTICLE 14 – Manifestation en site classé ou inscrit sur la liste de sauvegarde

Après approbation du Collège des Bourgmestre et Echevins et en vertu de la législation régionale sur la protection du patrimoine, des monuments et des sites, les organisateurs d'événements ou de manifestations dans les parcs et espaces verts classés ou inscrits sur la Liste de sauvegarde, sont tenus de solliciter l'accord de la Direction des Monuments et Sites.

CHAPITRE IV – ENVIRONNEMENT

ARTICLE 15 – Flore et Faune

Sans préjudice de l'article 4, afin d'assurer la préservation de la flore et de la faune il est interdit :

- de prélever des échantillons, des graines, des jeunes plants et d'arracher ou de couper mousses, lichens, bourgeons, plantes et fleurs ;
- de prélever des œufs et nids d'oiseaux, d'amphibiens ou de reptiles ou des animaux ;
- d'accéder aux zones d'intérêt écologique à protéger, aux mares, aux enclos de quelque nature que ce soit ;
- de grimper aux arbres, de casser ou scier les racines et les branches d'arbres ou d'arbustes, de graver ou de peindre des inscriptions sur les troncs et les branches, de coller, clouer, agraffer des affiches, et d'une façon générale, d'utiliser les végétaux comme supports pour des objets quelconques, jeux et publicités ;

- de nourrir les animaux (chats, pigeons, canards, oies...) en jetant des graines, du pain et en distribuant toute nourriture ;
- d'effaroucher, de pourchasser ou de faire pourchasser par un animal, notamment par un chien, de capturer, prélever, mutiler, tuer les animaux et de dénicher les oiseaux ;
- de rouler avec un véhicule à moins de 2.5 mètres du pied des arbres

ARTICLE 16 – Bruit et nuisances sonores

Conformément à l'article 33 du RGP,

Sauf autorisation, sont interdits sur l'espace public :

1. les représentations et/ou auditions vocales, instrumentales ou musicales;
2. l'usage de haut-parleurs, d'amplificateurs ou d'autres appareils produisant ou reproduisant des ondes sonores ;
3. les parades et musiques foraines [...]

Il est également interdit de procéder au placement de tout dispositif sonore ou à ultrasons dont la propagation des ondes incommode ou est susceptible d'incommoder toute personne située à proximité de ce dispositif.

Conformément à l'article 37 du RGP,

Sans préjudice de la réglementation relative à la lutte contre le bruit, l'intensité des ondes sonores produites dans les habitations privées ne pourra, si elles sont audibles sur l'espace public, dépasser le niveau de bruit ambiant de la rue, entre 6h00 et 22h00.

En outre,

Conformément aux dispositions régionales et au règlement général de police de la Ville de Bruxelles, sont interdits les bruits ou tapages, en particulier ceux produits par les instruments de musique et de percussion et par la diffusion de musique amplifiée, qui par leur intensité, leur fréquence, leur durée, leur forte charge informative ou leur caractère agressif sont de nature à troubler la tranquillité ou la santé des habitants et riverains.

**CHAPITRE V – EXECUTION DU PRESENT
REGLEMENT ET SANCTIONS**

ARTICLE 17 – Exécution et sanctions

§1^{er}. Toute personne qui n’obtempérerait pas aux injonctions des fonctionnaires et agents de police ou aux instructions adressées par les agents de la Ville habilités par le Collège des Bourgmestre et Echevins pourra être expulsée.

Toute infraction au présent règlement sera sanctionnée sur base des Chapitres IX, X et des Dispositions finales du Règlement Général de Police.

§2. Conformément à l’article 145 du RGP,

Quiconque contrevient aux dispositions du Règlement Général de police pourra être puni d’une amende administrative.

[...]Cette amende administrative ne pourra jamais excéder la somme de 350 euros ou 175 euros, selon que le contrevenant est majeur ou mineur au moment des faits. [...]

§3. Conformément à l’article 145 du RGP,

Nonobstant les amendes administratives [...] l’autorité compétente pourra également prendre les sanctions suivantes :

- suspension administrative d’une autorisation ou permission qu’elle a délivrée ;
- retrait administratif d’une autorisation ou permission qu’elle a délivrée ; [...]

Conformément à l’article 148 du RGP,

[...]Le montant des amendes et la durée des sanctions administratives adoptées par l’autorité compétente en application du présent règlement seront proportionnés à la gravité des faits qui les motivent.

§4. Conformément aux articles 149 et 150 du RGP et dans le respect des modalités fixées par la loi 24 juin 2013, des mesures alternatives peuvent également être proposées aux contrevenants, majeurs ou mineurs.

§5. Les Règlements–Taxe communaux sont également d’application.

Ainsi délibéré en séance publique du Conseil communal du

Copie certifiée conforme.

Bruxelles, le

Par le Collège :
Le Secrétaire de la Ville de Bruxelles

Le Collège :
Le Bourgmestre

Luc Symoens

Yvan Mayeur

Reglement voor het gebruik en de bezetting van de groene ruimten en speelpleinen beheerd door de Stad Brussel.

De Gemeenteraad van de Stad Brussel,

“Gelet op de Europese habitatrichtlijn (92/43/UE) betreffende de bescherming van de natuurlijke habitats ;

Gelet op de Ordonnantie van 1 maart 2012 betreffende de instandhouding van de natuur ;

Gelet op de 'Ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen het stadslawaai ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 21 november 2002 betreffende de Strijd tegen het buurtlawaai;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening (BWRO) ;

Gelet op het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 13 november 2008 tot bepaling van de handelingen en werken die vrijgesteld zijn van een stedenbouwkundige vergunning, van het advies van de gemachtigde ambtenaar, van de gemeente of van de koninklijke commissie voor monumenten en landschappen of van de medewerking van een architect;

Gelet op de Nieuwe gemeentewet, gecodificeerd door het koninklijk besluit van 24 juni 1988;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties ;

Gelet op het Algemeen Politierglement van de Stad Brussel en van de Gemeente Elsene ;

Gelet op de taks op onburgerlijk gedrag op het gebied van Openbare Netheid;

Overwegend het "vademecum publieksevenementen" met betrekking tot de plaatsing van gelegenheidsinstallaties op de openbare ruimte vastgesteld door de Gewestelijke regering in september 2013;

Overwegend het bestek betreffende het tijdelijk gebruik van een park, een groen ruimte of een speelruimte beheerd door de Stad Brussel, dat

toegepast wordt door het College (versie december 2014);

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit :

Reglement voor het gebruik en de bezetting van de groene ruimten en speelruimten beheerd door de Stad Brussel.

Deze ruimten zijn bestemd voor wandelen, ontspanning en ontdekking van de natuur en van het historisch patrimonium, waar de fauna en de flora moeten beschermd worden en het milieu gerespecteerd.

Onderhavig reglement organiseert en reglementeert hun gebruik en hun bezetting.

HOOFDSTUK I – ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 1 – Toepassingsveld

Overeenkomstig artikel 91 van het Algemeen Politierglement van de Stad Brussel en van de Gemeente Elsene (APR),

In de zin van onderhavig reglement dient er onder groene ruimten verstaan te worden, alle squares, parken, openbare groen ruimten, en algemeen, alle gedeelten van openbare ruimte die buiten de wegen liggen, waar personenverkeer toegelaten is en die bestemd zijn voor wandelingen en ontspanning.

Overeenkomstig artikel 92 van het APR,

Onderhavig reglement is van toepassing voor elke gebruiker van de groene ruimten.

HOOFDSTUK 2 - GEBRUIK

ARTIKEL 2 – Voorwaarden en openingstijden

§1 . In toepassing van artikel 93 van het APR,

Behoudens andere bepalingen die aangegeven zijn bij de hoofdingangen, zijn de openingstijden van de groene ruimten en speelruimten :

van 1 april tot 30 september : 6 uur tot 22 uur ;
van 1 oktober tot 31 maart : 7 uur tot 21 uur.

§2. De overheid die ze beheert kan de sluiting ervan bevelen indien noodzakelijk.

Bij voorbeeld in uitzonderlijke gevallen, met name weersomstandigheden, of voor elke reden van algemeen belang, voornamelijk om veiligheidsredenen.

§3. In toepassing van *artikel 94 van het APR*,

Behoudens toelating van de overheid die ze beheert, mag niemand zich in de groene ruimten begeven buiten de openingsuren of in de gevallen van sluiting zoals bepaald in voorgaande paragraaf.

§4. Overeenkomstig *artikel 104 van het APR*,

Het is verboden het ijs te besmeuren dat gevormd wordt op de waterpartijen in de groene ruimten, door er voorwerpen, stoffen of dieren op de gooien of te storten.

Het is verboden te baden in de waterpartijen van de groene ruimten evenals er eender welk voorwerp in te wassen of onder te dompelen.

§5. Overeenkomstig *artikel 88 van het APR*,

Het is verboden zich, behoudens toelating, op het ijs te begeven van de kanalen, bassins, vijvers en waterlopen.

Bovendien,

§6. De lokalen en zones voorbehouden aan de dienst, evenals de omgeving van werken zijn niet toegankelijk voor het publiek.

ARTIKEL 3 – Voorwaarden en regels voor het parkeren

Her voetgangersverkeer is overal prioritair.

§1. Overeenkomstig *artikel 96 van het APR*,

Behoudens toelating door de beherende overheid, mag geen enkel gemotoriseerd voertuig zich binnen de groene ruimten begeven.

§2. Overeenkomstig *artikel 97 van het APR*,

Behalve op plaatsen die daartoe specifiek bestemd zijn (door adequate inrichting en aangegeven door een pictogram) of bij toelating

van de beherende overheid, zijn niet gemotoriseerde voertuigen, fietsen, steps, skateboards, en rolschaatsen verboden in de groene ruimten, met uitzondering van kinderwagens en van personen met een beperkte mobiliteit, evenals fietsen, steps, skateboards en rolschaatsen bestuurd of gebruikt door kinderen van minder dan 12 jaar en in die mate dat hun gebruik geen gevaar vormt voor de veiligheid van de andere gebruikers.

Wanneer het verkeer van de hiervoor vermelde niet gemotoriseerde voertuigen toegelaten is dient dit aan lage snelheid te gebeuren, moeten de bestuurders rechts aanhouden en altijd voorrang verlenen aan de zwakste weggebruikers.

De gebruikers van de genoemde niet gemotoriseerde voertuigen en toestellen moeten voet aan de grond zetten of het gebruik van hun toestel onderbreken in het geval het voetgangersverkeer danig druk is dat het gebruik van fietsen gevaarlijk wordt, en ook op het eerste verzoek van de politieagent of –beambte.

De categorieën voertuigen en gebruikers die geheel of gedeeltelijk gebruik mogen maken van de groene ruimte worden aangegeven bij de ingang of eventueel op andere plaatsen door middel van pictogrammen.

Bovendien,

§3. De rijsnelheid van de toegelaten gemotoriseerde voertuigen is beperkt tot 5 km/uur binnen de groene ruimten en de speelruimten.

§4. De beperkingen van het verkeer en het stationeren van gemotoriseerde voertuigen is niet van toepassing voor personen met beperkte mobiliteit, de voertuigen van hulpverleners, de bewakings- en onderhouds-voertuigen.

§5. Het verkeer voor de bevoorrading van de concessionarissen en van de organisatoren van evenementen kan onderworpen zijn aan bijzondere regels uitgevaardigd door het College van Burgemeester en Schepenen.

§6. De ingangen van de groene ruimten en speelruimten moeten permanent vrij gehouden worden.

ARTIKEL 4 – Gedrag, gebruik door en activiteiten van het publiek

§1. *Overeenkomstig artikel 95 van het APR,*

Behoudens toelating verleend door de beherende overheid, mag niemand in de groene ruimten spelen beoefenen die de gebruikers zouden kunnen storen of de rust van de plaats en de bezoekers in het gedrang brengen.

§2. *Overeenkomstig artikel 106, §1 van het APR,*

De toegang tot en het gebruik van de groene ruimten is verboden voor personen die zich onder invloed van eender welk psychotrope substantie bevinden en die een onbetamelijk of onaangepast gedrag vertonen.

§3. *Overeenkomstig artikel 98 van het APR,*

Behoudens toelating verleend door de beherende overheid, is het verboden **vuur te maken** in de groene ruimten, behalve op plaatsen die daartoe voorzien zijn.

§4. *Overeenkomstig artikel 101 van het APR,*

Onverminderd het bezit van een visvergunning, en enkel mits toelating van de beherende overheid of aanwezigheid van specifieke signalisatie, is het verboden te **vissen** in de waterpartijen

§5. *Overeenkomstig artikel 102 van het APR,*

Behoudens toelating verleend door de beherende overheid, is het verboden in de groene ruimten te **kamperen** in tenten of in een voertuig.

6. *Overeenkomstig artikel 103 van het APR,*

Behoudens toelating verleend door de beherende overheid, is het verboden om plaatsen bestemd voor welbepaalde sporten of spelen te gebruiken voor andere sporten of spelen of voor andere doeleinden.

§7. *Overeenkomstig artikel 105 van het APR,*

Het is verboden om eender welke bloesems van bloemen of planten te plukken.

Het is verboden om de bomen te verminken, te schudden of te ontschorsen, takken af te breken, bloemen of eender welke andere planten te plukken, palen of andere voorwerpen die dienen op de planten te steunen uit te rukken, de paden en lanen te beschadigen, de bloem- en

plantenbedden te betreden, te vernielen of te beschadigen en in de bomen te klimmen.

Overeenkomstig artikel 49 van het APR,

Het is verboden grasperken, bloemen, bomen, struiken, brandhout, aarde, stenen of materialen te ontvreemden op de plaatsen behorend tot het openbaar domein, zonder daarvoor toelating te hebben van de bevoegde overheid.

Het is bovendien verboden om eender welk verdelingsmiddel te verstrooien op de openbare ruimte.

§8. *Overeenkomstig artikel 106, §2 ,3 en 4 van het APR,*

Het is toegelaten de grasperken te betreden, behalve wanneer specifieke verbodsborden het verbieden voor personen of dieren, al naar gelang het geval.

Borden kunnen eveneens het beoefenen van toegelaten activiteiten op de grasperken beperken. De gebruikers zullen zich in dat geval schikken naar de verbodsborden.

Op de plaatsen waar boogschieten of andere sporten of spelen toegelaten zijn zullen de organisatoren en de deelnemers alle schikkingen treffen om de veiligheid van de beoefenaars, de voorbijgangers en de toeschouwers te verzekeren en de rust van de andere bezoekers van de groene ruimte niet te verstoren.

Het betreden van de grasvelden gebeurt onder de uitsluitende verantwoordelijkheid van de gebruikers.

ARTIKEL 5 – Verkoop, distributie en publiciteit

§1. *Overeenkomstig artikel 10, §1 van het APR,*

De verdeling en/of de verkoop van onder meer pamfletten, drukwerk, publiciteit, geschriften, gravures, foto's of tekeningen in de openbare ruimte is onderhevig aan een voorafgaande toelating van de bevoegde overheid in het geval deze verdeling of tekoopstelling op bepaalde plaatsen of op bepaalde ogenblikken het verkeer zou kunnen hinderen, de openbare orde zou kunnen verstoren, schade zou kunnen toebrengen aan de reinheid van de wegen of zelfs verkeersopstoppingen zou kunnen veroorzaken.

§2. *Overeenkomstig artikel 99 van het APR,*

Het is verboden om in de groene ruimten publiciteit of publiciteitspanelen te plaatsen of om eender welke andere publicitaire middelen te gebruiken zonder toelating van de beherende overheid.

ARTIKEL 6 – Activiteiten en ontspanningsruimten

Overeenkomstig artikel 89 van het APR,

De speeltoestellen die ter beschikking gesteld worden van het publiek in de gemeentelijke tijdelijke of permanente speelruimten of pleinen moeten gebruikt worden zodat de openbare veiligheid of rust niet in het gedrang komen.

De kinderen jonger dan zeven jaar moeten verplicht begeleid worden door een van hun ouders of door de persoon aan wiens toezicht zij toevertrouwd werden.

De bevoegde overheid is niet verantwoordelijk voor ongevallen die zich voordoen op een gemeentelijke speelruimte en die veroorzaakt zouden zijn door oneigenlijk of onvoorzichtig gebruik van de speeltoestellen, noch door elk gebruik door personen die niet de vereiste leeftijd hebben of door kinderen die zich er zonder toezicht bevinden.

ARTIKEL 7 – Netheid

§1. *Overeenkomstig de artikelen 7, 8 en 9 van het APR,*

Het is verboden te wateren, te spuwen of uitwerpselen achter te laten op de openbare ruimte of op een plaats die toegankelijk is voor het publiek, buiten de daartoe bestemde plaatsen.

Behoudens voorafgaande vergunning van de bevoegde overheid is het verboden tekens of opschriften te maken met welk product dan ook op de openbare ruimte.

Het is verboden naar personen voorwerpen te gooien die hen zouden kunnen bevuilen of hinderen.

§2. *Overeenkomstig artikel 104 van het APR,*

Het is verboden op eender welke wijze de groene ruimten ter bevuilen, zij het persoonlijk of door toedoen van dieren of zaken waarover men het toezicht uitoefent.

ARTIKEL 8 – Dieren

§1. *Overeenkomstig artikel 100 van het APR,*

Het is verboden dieren binnen te brengen in speelterreinen.

Behoudens toelating van de overheid die de plaats beheert, is het verboden in de groene ruimten dieren of hinderlijke of veel ruimte in beslag nemende voorwerpen mee te brengen.

Het is verboden in de groene ruimten eender welke stof bestemd voor het voederen van rondzwervende dieren of duiven achter te laten te deponeren of te gooien, behalve voeder voor de vogels bij vriesweer.

§2. *Overeenkomstig artikel 108 van het APR,*

De eigenaars van dieren of de personen aan wiens toezicht ze toevertrouwd zijn, zelfs occasioneel, zijn verplicht erop toe te zien dat die dieren :

- op geen enkele wijze het publiek hinderen ;
- de aanplantingen, bloemen, bomen, struiken, brandhout of andere voorwerpen die zich in de openbare ruimte bevinden niet beschadigen.

§3. *Overeenkomstig artikel 113 van het APR,*

De personen die het toezicht uitoefenen over dieren moeten ten minste over één zak beschikken bestemd voor het opruimen van hun uitwerpselen. Deze zak moet op het eerste verzoek van een bevoegde beambte kunnen worden voorgelegd.

De personen die een dier begeleiden moeten de daardoor op het openbaar domein, inbegrepen in parken, de groene ruimten, op de lanen de squares en de openbare tuinen, achtergelaten uitwerpselen verwijderen, behalve van de daartoe ingerichte en bestemde plaatsen.

§4. *Overeenkomstig artikel 117 van het APR,*

Behoudens specifieke reglementering of signalisatie moeten de dieren op elke plaats op het openbaar domein, ook in de galerijen en doorgangen op privaat domein die toegankelijk zijn voor het publiek, door eender welk middel vastgehouden worden en minstens door een korte leiband.

Bovendien,

§5. De doorgang van paarden gebeurt enkel op de ruiterspaden en in de ruimten die daartoe

ingericht zijn en door middel van signalisatieborden aan de ingang aangeduid zijn.

HOOFDSTUK III – BEZETTING

§1. De tijdelijke installaties voor evenementen, zij het van sociale, culturele of recreatieve aard, zijn onderworpen aan de voorafgaandelijke toelating van het College van Burgemeester en Schepenen en, behoudens in geval van vrijstelling, aan het voorafgaandelijke bekomen van een stedenbouwkundige vergunning.

Het «Vademecum publieksevenementen», uitgegeven door Brussel Stadsontwikkeling, vormt bijlage 1 bij onderhavig reglement.

§2. *Overeenkomstig artikel 2 van het APR,*

De toelatingen waarvan sprake in onderhavig reglement worden bij wijze van gunst verleend en zijn herroepbaar; zij zijn persoonlijk en onoverdraagbaar en de bevoegde overheid niet kan niet verantwoordelijk geacht worden.

Zij kunnen op elk ogenblik ingetrokken worden in het algemeen belang.

Zij kunnen ook opgeschort worden, ingetrokken en niet vernieuwd door de bevoegde overheid indien hun houder zich schuldig maakt aan een inbreuk op onderhavig reglement of de voorschriften van de akte van toelating niet naleeft.

In geval van opschorting, intrekking of niet vernieuwing van toelating bedoeld in dit artikel zal de begunstigde geen aanspraak kunnen maken op schadevergoeding.

De begunstigten zullen strikt de voorschriften van de toelatingsakte naleven en erover waken dat het voorwerp van de toelating geen derden benadeelt noch de veiligheid, de rust de gezondheid of de openbare reinheid in het gedrang brengt.

De gemeente is niet verantwoordelijk voor de schade die zou kunnen ontstaan door de al dan niet verkeerde uitoefening van de activiteit die het voorwerp uitmaakt van de toelating.

Wanneer de toelating het volgende betreft :

- een activiteit of een evenement op een plaats die toegankelijk is voor het publiek moet zij zich op die welbepaalde plaats bevinden;
- bij een activiteit in een openbare ruimte of bij de bezetting ervan, moet de begunstigde de

toelating bij zich hebben tijdens de activiteit of de bezetting.

In beide gevallen moet zij vertoond worden op elk verzoek van de politie, van de gemeentelijke beambten die daarvoor door de Gemeenteraad zijn aangeduid en van de toezichhoudende beambten die daarvoor door de bevoegde overheid aangeduid zijn.

§3. *Overeenkomstig artikel 58 van het APR*

Behoudens toelating van de bevoegde overheid en onverminderd de wettelijke en reglementaire bepalingen met betrekking tot stedenbouw, is elke privatieve bezetting van de openbare ruimte verboden op, onder of boven het grondniveau, met name door eender welk voorwerp dat vastgemaakt, bevestigd, opgehangen, neergezet of achtergelaten is, al wat de openbare ruimte in beslag neemt door materialen, stellingen of eender welke andere voorwerpen.

ARTIKEL 9 – Bezetting van lange duur

De vergunde gebouwen en installaties evenals de verschillende toegelaten installaties voldoen aan eigen regels die vastgesteld worden door de vergunnende overheden.

ARTIKEL 10 – Animaties en tijdelijke bezettingen

§1. *Overeenkomstig artikel 33 van het APR,*

Behoudens toelating zijn in de openbare ruimte verboden :

1. vocale, muzikale en instrumentale voorstellingen ;
2. het gebruik van luidsprekers, versterkers en andere apparaten die geluidsgolven produceren of weergeven ;
3. parades en kermismuziek ;
4. elke andere voorstelling of activiteit van artistieke, divinatoire of esoterische aard.

[...]

Het is verboden in de openbare ruimte een draagbare laser te gebruiken of elk ander voorwerp dat verblinding zou kunnen veroorzaken.

In geval van inbreuk op onderhavig artikel, kunnen de politiebeambten of agenten de overtreders bevelen de plaats te verlaten. In

geval van weigering zich onmiddellijk te schikken naar het bevel, zullen alle voorwerpen die dienen voor de voorstelling of de activiteit administratief in beslag kunnen genomen worden.

Bovendien,

§2. De feesten van strikt **privatieve aard** zoals bruiloften of andere familiefeesten mogen slechts plaats vinden binnen de daarvoor vergunde plaatsen en in geen geval in de openbare gedeelten van de parken, groene ruimten of speelruimten.

§3. De groene ruimten zijn kwetsbare plaatsen die beschermd en gerespecteerd moeten worden ; animaties mogen er slecht toegelaten worden in beperkte mate, mits naleving van bepaalde voorwaarden en volgens een periodiciteit die het mogelijk maakt de fauna en de flora te vrijwaren, de biodiversiteit te beschermen, de rust van de gebruikers en de omwonenden te garanderen en het dagelijks werk van de beampten te respecteren.

Het College van Burgemeester en Schepenen kan voor de meest gevraagde sites **bezettingskalenders** vaststellen. Deze kalenders bepalen de data waarop de organisatie van evenementen verboden is.

§4. Door « **tijdelijke bezetting** », dient verstaan te worden elke activiteit of installatie van infrastructures de geheel of gedeeltelijk een groene ruimten of speelplein in beslag nemen waardoor de bezette ruimte ontoegankelijk wordt voor de gewone gebruikers van die plaats voor een welbepaalde tijd.

Er wordt bepaald dat elke tijdelijke bezetting van een groene ruimte of een speelplein, het draaien van films of het maken van foto's, onderworpen zijn aan de voorafgaandelijke schriftelijke toelating door het College van Burgemeester en Schepenen.

§5. Overeenkomstig **het Bestek** stelt het College van Burgemeester en Schepenen technische, milieu- en reinheidsregels vast die de bezettingsvoorwaarden voor de toegelaten evenementen bepalen.

Dit bestek is de bijlage II aan onderhavig reglement. Het kan op elk moment door het College van Burgemeester en Schepenen vervolledigd of gewijzigd worden.

Sommige voorwaarden voor tijdelijke bezetting of bepaalde sites kunnen onderhevig zijn aan bijzondere voorschriften uitgevaardigd door het College van Burgemeester en Schepenen en de bezettingsvoorwaarden verduidelijken of aanvullen in functie van de aard en de duur van het evenement.

§6. Een tegensprekelijke **plaatsbeschrijving** wordt vóór elke bezetting en na totale ontruiming van de site, op initiatief en op kosten van de vergunninghouders opgemaakt ; de eventuele kosten voor herstelling zijn te laste van deze laatsten.

Bij gebrek aan voorafgaande plaatsbeschrijving wordt de site geacht in goede staat ter beschikking van de vergunninghouders gesteld geweest te zijn.

ARTIKEL 11 – Vergoeding

§1. Elke tijdelijke bezetting van een groene ruimte of een speelruimte en elke filmopname of fotosessie die er plaats vindt en toegelaten is door het College van Burgemeester en Schepenen, is onderhevig aan de betaling van een vergoeding waarvan het forfaitaire bedrag vastgesteld wordt in functie van de plaats van het evenement.

Het volle tarief (niet geïndexeerd) van de bezettingsvergoeding van parken, groene ruimten en speelruimten is als volgt vastgesteld :

Park van Brussel	5.500 €
Eeuwfeestlaan	5.000 €
Terkameren bos	
Leopoldpark	
Ossegempark	
Egmontpark	
Kluispark	
Ambiorixsquare	
Maria-Louisasquare	
Frère-Orbansquare	
de Meeûssquare	
Jean Jacobssquare	3.500 €
Prins Leopoldsquare	
Maalbeekdalhof	

Maximiliaanpark	
Clementinasquare	3.000 €
Fontainaspark	
Hooikaai	2.500 €
Alexander Pouchkineplein	
Jan Palfynsquare	
Margaretasquare	2.000 €
Verregatpark	
Pantsertroepensquare	1.500 €
Andere groene ruimten	

§2. Een forfaitaire vergoeding van 900 EUR per dag is verschuldigd voor **filmopnames en fotosessies voor commerciële doeleinden** in de groene ruimten en speelruimten.

§3. **Vrijstelling**: op advies van het Beheerscomité van de Stad Brussel en bij beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen kunnen de hierna opgesomde organisatoren vrijgesteld worden van de betaling van de bezettingsvergoeding voor de parken, groene ruimten en speelruimten :

- de publiekrechtelijke personen, uitgezonderd zij die publicitaire, winstgevende of commerciële daden stellen ;
- de instellingen van de erediensten en de onderwijsinstellingen, de ziekenhuizen en klinieken en de organisaties voor goede doelen en de liefdadigheidsinstellingen;
- de jeugdverenigingen , de vzw's met filantropische, filosofische, sociale, didactische, culturele en sportieve doeleinden.

ARTIKEL 12 – Waarborg

§1. Onverminderd de betaling van de vergoeding, moet er voor elke tijdelijke bezetting van een park, een groene ruimte of een speelruimte en voor elke filmopname of fotosessie die er plaats vindt, voorafgaandelijk een waarborgsom gestort worden waarvan het minimum bepaald wordt door de aard van de

plaats en van het evenement en van de potentiële impact op het milieu.

Minimum bedrag van de waarborg	
Terkameren bos	2000 €
Eeuwfeestlaan	
't Oogenblik	
Maalbeekdalhof	
Egmontpark	
Park van Brussel	
Leopoldpark	
Kluispark	
Pouchkineplein	
Ambiorixsquare	
Clementinasquare	
de Meeûssquare	
Frère Orbansquare	
Maria-Louisasquare	1500 €
Prins Leopoldsquare	
Osseghempark	
Verregatpark	
Fontainaspark	Minimum bedrag van 800 €
Maximiliaanpark	
Jan Palfijnsquare	
Andere parken, groene ruimten en speelruimten	

§2. Voor de bezettingen die noch de opstelling van infrastructures, noch het gebruik van een gemotoriseerd voertuig vereisen, wordt een minimale waarborg van 150 € vastgesteld.

§3. Het College van Burgemeester en Schepenen kan het bedrag van de waarborg aanpassen gelet op de aard, de omvang en de duur van het evenement of de gebeurtenis.

§4. De waarborg zal teruggegeven worden aan de organisatoren na afloop van het evenement, voor zover alle verplichtingen van het Bestek

voor het gebruik, met name deze die opgelegd zijn met betrekking tot de reinheid van de plaats, het herstellen van de site in zijn oorspronkelijke staat en de eventuele herstelling van de schade die eraan toegebracht werd, vervuld zijn.

§5. De eventuele kosten voortkomend uit het tijdelijk gebruik en gedragen door de Stad Brussel, zullen vóór de teruggave van de waarborg in mindering gebracht worden.

ARTIKEL 13 – Invordering

De vergoeding en de waarborg voor het tijdelijk gebruik van parken, groene ruimten en speelruimten wordt contant betaald bij de Gemeentekas te minste vijf dagen vóór de bezetting van de plaats, hetzij door overschrijving op de bankrekening van de Stadsontvanger ten minste tien kalenderdagen vóór het evenement.

He bewijs van betaling moet verplicht voorgelegd worden bij de Cel Groene Ruimten, Werkhuizenkaai 97 te 1000 Brussel, ten minste vijf werkdagen vóór de bezetting van de plaats.

Bij ontstentenis van betaling, zal de invordering via wettelijke burgerlijke weg geschieden.

De Stad behoudt zich het recht voor om een tijdelijke bezetting af te gelasten of uit te stellen indien de betaling en/of de waarborgstelling niet binnen de gestelde termijnen plaats gevonden heeft.

ARTIKEL 14 – Evenement in een geklasseerde op beschermde site

Na goedkeuring door het College van Burgemeester en Schepenen en in toepassing van de gewestelijk wetgeving op de bescherming van het patrimonium en van de monumenten en landschappen, moeten de organisatoren van evenementen of gebeurtenissen in de geklasseerde parken en groene ruimten of in deze die ingeschreven zijn op de Lijst voor het behoud van erfgoed, de toelating vragen van het Bestuur voor Monumenten en Landschappen.

HOOFDSTUK IV – MILIEU

ARTIKEL 15 – Fauna en Flora

Onverminderd het artikel 4, ten einde de bescherming van de fauna en de flora te verzekeren, is het verboden :

- stekken te nemen of zaden te oogsten van jonge planten en mossen, korstmossen, bloesems, planten en bloemen uit te trekken of te plukken ;
- de eieren uit de vogelnesten of uit nesten van amfibieën, reptielen of dieren te roven ;
- de zones van ecologisch belang, de plassen en de omheinde ruimten van welke aard ook te betreden ;
- in de bomen te klimmen, wortels en takken van bomen en struiken af te breken of af te zagen, inscripties te graveren of te schilderen op de stammen en de takken, affiches aan te plakken, vast te nagelen of vast te nieten en, algemeen, de gewassen als drager te gebruiken voor eender welk voorwerp, spel of publiciteit ;
- de dieren te voederen (katten, duiven, eenden, ganzen...) door zaden te strooien en brood te gooien en door eender welk voedsel te verdelen ;
- de vogels af te schrikken, te verjagen of door een dier te laten opjagen, onder meer door een hond, dieren te vangen, te verminken, mee te nemen of te doden en vogels uit de nesten te halen ;
- met een voertuig op minder dan 2,5 meter van de voet van de bomen te rijden.

ARTIKEL 16 – Lawaai en geluidshinder

Overeenkomstig artikel 33 van het APR,

Behouden toelating zij op de openbare ruimte verboden :

1. vocale, instrumentale of muzikale voorstellingen en/of uitvoeringen ;
2. het gebruik van luidsprekers, versterkers of andere toestellen die geluidsgolven voortbrengen ;
3. parades en kermismuziek ;

[...]

Het is eveneens verboden om elke apparatuur te plaatsen die geluid of ultrasone trillingen voortbrengt die elke persoon die zich in de buurt

van deze apparatuur bevindt zou kunnen hinderen of effectief hindert.

Overeenkomstig artikel 37 van het APR,

Onverminderd de reglementering met betrekking tot de strijd tegen de geluidshinder, mag de intensiteit van de geluidsgolven voortgebracht in de privatieve woningen, indien zij hoorbaar zijn in de openbare ruimte, het niveau van het omgevingsgeluid van de straat niet overstijgen tussen 6u00 en 22u00.

Bovendien,

Overeenkomstig de gewestelijke bepalingen en het Algemeen Politiereglement van de Stad Brussel, is het lawaai, in het bijzonder datgene dat voorgebracht wordt door muziekinstrumenten en slaginstrumenten en door de verspreiding van versterkte muziek, dat door zijn intensiteit, zijn frequentie, zijn duur en door zijn informatief of agressief karakter van die aard is dat de rust of de gezondheid van de bewoners en omwonenden verstoord wordt.

HOOFDSTUK V – UITVOERING VAN ONDERHAVIG REGLEMENT EN SANCTIES

ARTIKEL 17 – UITVOERING EN SANCTIES

§1. Eenieder die zich niet schikt naar de uitdrukkelijke bevelen van de politieagenten of naar de instructies van de beambten van de Stad die gemachtigd zijn door het College van Burgemeester en Schepenen, zal uitgezet kunnen worden.

Elke inbreuk op onderhavig reglement zal bestraft worden op basis van Hoofdstukken IX, X

en de slotbepalingen van het Algemeen Politiereglement.

§2. *Overeenkomstig artikel 145 van het APR,*

Eender wie de bepalingen van het Algemeen Politiereglement overtreedt zal kunnen bestraft worden met een administratieve boete.

[...] Deze administratieve boete zal nooit meer bedragen dan 350 euro of 175 euro, al naargelang de overtreder op het moment van de feiten meerderjarig of minderjarig is. [...]

§3. *Overeenkomstig artikel 145 van het APR,*

Onverminderd de administratieve boetes [...] zal de bevoegde overheid ook de volgende sancties kunnen opleggen :

- ambtshalve schorsing van een vergunning of toelating die zij verleend heeft ;
- ambtshalve intrekking van een vergunning of toelating die zij verleend heeft ; [...]

Overeenkomstig artikel 148 van het APR,

[...] het bedrag van de boetes en de duur van de administratieve sancties die door de bevoegde overheid vastgesteld werden zullen zich verhouden naar de ernst van de feiten.

§4. Overeenkomstig de artikelen 149 en 150 van het APR en volgens de modaliteiten vastgesteld door de wet van 24 juni 2013, kunnen alternatieve straffen eveneens aan de overtreders, zowel meerderjarigen als minderjarigen, voorgesteld worden.

§5. De gemeentelijke belastingreglementen zijn eveneens van toepassing.

Aldus beslist in openbare zitting van de gemeenteraad van

Voor eensluidend afschrift,

Brussel,

Vanwege het College :

De Stadssecretaris van de Stad Brussel

Het College :

De Burgemeester

Luc Symoens

Yvan Mayeur